

Une réponse au Livre Blanc... et aux épouvantails agités par les « Unionistes » **Chris Bambery**

NdT : Ancien dirigeant du SWP, Chris Bambery est aujourd'hui de principal animateur de l'International Socialist Groupe (ISG) Scotland qui, pour l'essentiel, regroupe d'anciens militants écossais du SWP.

La publication par le gouvernement écossais de son Livre Blanc sur l'indépendance ne pouvait manquer de provoquer un tir de barrage de la part de « *Mieux Ensemble !* » et de toute l'équipe des supporters du Non.

Pour l'instant, leur stratégie consiste à inciter au silence Cameron et les politiciens de Westminster et à remettre en première ligne l'ancien Chancelier travailliste, Alistair Darling. Et à claironner que Westminster ne nous laisserait pas utiliser la livre sterling en cas de victoire du « Oui ».

Cette dernière affirmation n'est qu'une tentative de suggérer qu'il faudrait changer son argent en arrivant à Carlisle ou encore que la valeur de notre compte en banque ou le montant de nos retraites s'effondreraient, si nous votons pour l'indépendance...

N'oublions pas qu'à partir de 1922 et jusqu'en 1979, la République d'Irlande a utilisé la livre sterling et qu'il n'y avait pas de contrôles frontaliers avec le Royaume-Uni. N'oublions pas que le Grand Capital anglais souhaiterait absolument que l'Ecosse continue d'utiliser cette devise. N'oublions pas qu'Alistair Darling était le sous-fifre de Gordon Brown durant les gouvernements travaillistes de 1997 à 2010 qui se sont compromis avec la City et la spéculation sans limite. C'est l'un des responsables du crack financier de 2008. C'est l'un de ceux qui a utilisé notre argent pour nationaliser les dettes des banques en faillite, mais pas les banques elles-mêmes.

La stratégie de « *Mieux Ensemble !* » - raconter des histoires horribles sur la livre sterling – n'est que de la poudre aux yeux. C'est totalement insignifiant au regard du type de société que peut devenir l'Ecosse après l'indépendance. Parlons plutôt des dangers réels qui menacent notre emploi, nos services publics, notre niveau de vie : voilà les conséquences d'un vote « Non » !

Pour l'instant, les coupes budgétaires imposées par Westminster ne sont pas encore complètement mises en œuvre en Ecosse. Une fois passé le référendum et repoussée la perspective de prochaines élections législatives au Royaume-Uni, alors ce sera l'ouverture de la chasse au Nord de la frontière si l'Ecosse vote « Non ».

Ensuite, George Osborne n'a pas réduit le déficit et le Trésor britannique continue à emprunter. Après les prochaines élections législatives, il faudra procéder à de nouvelles coupes budgétaires. Si nous votons « Non », pourquoi est-ce que Westminster se préoccuperait de l'opinion publique écossaise ? Ils ont probablement compris que la dynamique est maintenant en faveur de l'indépendance et que même un vote « Non » en 2014 ne renverserait pas cette tendance ; alors pourquoi ne pas avancer ?

Ne faisons pas confiance à l'élection de députés travaillistes pour nous protéger. Les députés écossais à Westminster n'influencent pas très souvent le résultat global des élections législatives britanniques : seulement à quatre occasions depuis 1945. En 2010, le nombre de députés travaillistes élus en Ecosse a empêché David Cameron d'avoir la majorité absolue. Mais les députés travaillistes écossais ne constituent pas un groupe de pression efficace pour la défense des intérêts écossais. Ils sont d'abord extrêmement loyaux à leur parti et peu sont....

Ne faisons pas confiance à Ed Miliband. Sa critique d'Osborne et de Cameron ne porte que sur le rythme des restrictions budgétaires, pas sur leur nécessité supposée.

Pensez au paysage politique anglais. L'UKIP pousse à droite la politique de l'Assemblée nationale, sur des questions comme l'immigration ou l'Europe. L'UKIP a pris comme cible la procédure d'allocation de ressources financières du Royaume-Uni vers l'Ecosse. Mais c'est aussi le point de vue de Boris Johnston, le maire actuel (conservateur) de Londres, et de Ken Livingstone, son prédécesseur travailliste. L'association des municipalités, qui représente les conseils municipaux anglais, réclame également la fin de cette procédure.

Ne croyez pas « *Mieux Ensemble !* » lorsqu'ils affirment que tout ira bien si vous votez « Non » et que les pouvoirs du Parlement écossais seront accrus. Déjà en 1979, l'ancien Premier ministre conservateur, Sir Alex Douglas Home, avait promis que tout irait bien si nous votions contre un Parlement écossais. Et il avait aussi promis que si les Conservateurs étaient élus, ils accorderaient plus de pouvoirs à l'Ecosse. Et c'était un mensonge !

Il y a beaucoup de choses à critiquer dans le Livre Blanc : la baisse de la fiscalité des entreprises, par exemple. Mais, qu'il s'agisse de la fourniture de soins aux enfants de un an ou d'une stratégie de ré-industrialisation, nous n'obtiendrons rien de tout cela de Westminster, même lors de la semaine des quatre jeudis !

Si l'Ecosse vote « Non », le prix à payer pour les couches populaires sera élevé. Tous ceux qui sont tentés par ce vote parce qu'ils sont préoccupés par la livre sterling ne pourront que se désoler : pourquoi m'être inquiété à ce sujet ? Et pourquoi ne nous ont-ils rien dit sur leurs perspectives au cas où l'Ecosse resterait au sein du Royaume-Uni ?

Traduction François Coustal